

Climat

« C'est maintenant ou jamais » : les solutions du Giec face au chaos climatique



Violaine Colmet Daâge (Reporterre)

4 avril 2022 à 18h37, Mis à jour le 4 avril 2022 à 19h49

Durée de lecture : 5 minutes

Dans un nouveau rapport, le Giec dresse un sombre état des lieux de nos efforts pour atténuer nos émissions de gaz à effet de serre. Il dévoile toutefois un itinéraire clair pour y parvenir,

notamment avec les renouvelables.

Le temps presse. Après deux semaines d'après discussions, les représentants des 195 représentants des États ont approuvé le 4 avril le *« résumé pour décideurs »* du troisième volet du sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Sur une soixantaine de pages – soit deux fois plus que dans sa précédente édition –, le document détaille les différentes options pour réduire au plus vite nos émissions de gaz à effet de serre.

- [Lien vers le rapport complet \(en anglais\)](#)

Premier constat : la tendance actuelle n'est toujours pas la bonne. Durant la décennie 2010-2019, les émissions de gaz à effet de serre ont atteint un nouveau record, *« le plus haut niveau de toute l'histoire de l'humanité »*. Maigre consolation : la croissance de nos émissions a ralenti par rapport aux décennies précédentes. Pourtant, *« sans des réductions immédiates et profondes des émissions dans tous les secteurs, limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C sera impossible*, a expliqué lors d'une conférence de presse lundi 4 avril en fin d'après-midi Jim Skea, coprésident du groupe de travail. *C'est maintenant ou jamais »*.

Et le calendrier est clair. Que l'objectif soit de limiter le réchauffement climatique à 1,5 ou 2 °C, il faudra atteindre le pic des émissions de gaz à effet de serre avant 2025. Selon

l'objectif retenu (1,5 ou 2 °C), il faudra ensuite réduire les émissions de 43 % ou de 27 % par rapport à 2019 à l'horizon 2030 pour atteindre la neutralité carbone – un équilibre parfait entre les émissions et l'absorption du carbone par différents puits de carbone – en 2050 ou 2070.

Dans ce marasme, les auteurs se veulent rassurants : *« Nous pouvons réduire nos émissions de moitié d'ici 2050. »* Et des options existent dans tous les secteurs. Certains se sont même avérés plus prometteurs qu'attendu. C'est le cas de l'éolien, du solaire ou des batteries dont les coûts ont chuté jusqu'à 85 % depuis 2010. En outre, un éventail croissant de politiques et de lois ont amélioré l'efficacité énergétique, réduit les taux de déforestation et accéléré le déploiement des énergies renouvelables. Mais les efforts doivent persister. *« Nous sommes à la croisée des chemins. Les décisions que nous prenons maintenant peuvent garantir un avenir viable. Nous avons les outils et le savoir-faire nécessaires pour limiter le réchauffement »*, a insisté Hoesung Lee, le président du Giec.

Investissements insuffisants

Pour y parvenir, d'importants investissements seront nécessaires.

Pour l'heure, ceux-ci restent encore largement insuffisants, estiment les auteurs. Les flux financiers destinés à limiter le changement climatique sont encore 3 à 6 fois trop faibles par rapport à ce qui serait nécessaire en 2030 pour limiter le réchauffement à 2 °C. Et le soutien financier aux énergies fossiles est encore bien trop important, a déploré Raphaël Jachnik, spécialiste de la finance à l'OCDE (Organisation de coopération et de développements économiques). Pourtant, les capitaux et les liquidités existent et sont suffisants pour combler ce déficit. Pour les experts, il revient désormais aux gouvernements et à la communauté internationale « d'envoyer des signaux clairs afin d'aligner les finances et les politiques publiques ».

Parmi les nouveautés de ce rapport, une place importante a été donnée à l'évolution de la demande, à savoir celle de nos comportements individuels. Si ceux-ci pourront avoir un effet substantiel sur l'évolution des émissions, ils nécessitent d'être accompagnés par des politiques publiques adéquates. « Pour pouvoir faire ces choix, il faut que certaines conditions soient réunies », a expliqué le chercheur Franck Lecocq, lors du point presse.

Avoir des pistes cyclables ou un bus à proximité de son travail sont autant de choix collectifs qui touchent les infrastructures et qui pourront accompagner les démarches individuelles, explique le chercheur. « La mise en place de politiques,

d'infrastructures et de technologies appropriées pour permettre des changements dans nos modes de vie et nos comportements peut entraîner une réduction de 40 à 70 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Cela offre un potentiel inexploité important », a précisé le coprésident du groupe de travail, Priyadarshi Shukla.

« Il existe des options dans tous les secteurs »

Enfin, comme en 2014, les experts dressent un inventaire des solutions à mettre en œuvre dans les secteurs les plus émetteurs, notamment pour la production d'énergie, le développement du tissu urbain, l'industrie et l'agriculture. « Il existe des options dans tous les secteurs pour réduire les émissions de moitié », précisent les auteurs.

En ce qui concerne la production d'énergie, les auteurs recommandent une réduction drastique de l'usage des énergies fossiles, et une généralisation de l'électrification en améliorant l'efficacité énergétique et l'usage des alternatives aux combustibles fossiles. Les espaces urbains pourront également être source d'économies, en misant sur des villes compactes adaptées aux mobilités douces, combinées aux transports électriques ; tout en favorisant l'insertion de puits à carbone naturels.

Dans le secteur industriel, les auteurs préconisent l'économie circulaire incluant des matériaux recyclés, réutilisés, et en minimisant les déchets. Enfin, le secteur de l'agriculture, de la foresterie et de l'usage des sols devront à la fois permettre de réduire les émissions, mais également capter du carbone. Ils apporteront des cobénéfices en matière de biodiversité, et permettront d'assurer des moyens de subsistance, notamment alimentaires.

Ce troisième volet en chiffres

Ce rapport de plusieurs milliers de pages, composé de 17 chapitres, a été rédigé par 278 auteurs issus de 65 pays, auxquels s'ajoutent 354 contributeurs. Au total, près de 60 000 experts et fonctionnaires des gouvernements ont émis plusieurs dizaines de milliers de commentaires – dont chacun a reçu une réponse – et près de 18 000 articles issus de la littérature ont été cités.

Après cet article

Politique

Rapport du Giec : les coulisses politiques d'un retard



Précisions

Photo : [Wikimedia Commons/CC BY-SA 3.0/Fanny Schertzer](#)

Giec